

#OSONS

L'INFO ALTERNATIVE

L'autre voix du Conseil Municipal de Saint-André-lez-Lille

BULLETIN
D'INFORMATION
DU GROUPE
DE PROPOSITIONS
ET D'OPPOSITION
#OSONS
SAINT-ANDRÉ

#03 | 2024



FERMETURE DE LA PISCINE LES 7 ERREURS DE MME LE MAIRE

ÉDITO

Vous tenez le n°3 de votre journal "#Osons l'info alternative". Depuis le début du mandat 2020-2026, notre collectif #Osons propose un autre support d'information pour les andrésien-nes. Ce journal présente une vision politique de la ville s'appuyant sur un projet commun qui conjugue écologie et solidarités.

Car aujourd'hui à Saint-André, l'écologie n'est qu'un slogan sur le logo de la ville, les solidarités sont à géométrie variable et la prise de décision est imposée et arbitraire... surtout sur les grands dossiers de la ville (tramway, piscine, urbanisme, petite enfance...).

Par-dessous tout, cette même politique depuis 25 ans navigue à vue : ni anticipation, ni projection pour le Saint-André de demain.

Il est temps que cela change !

Trop long, trop cher, dit Mme le maire qui a décidé arbitrairement en septembre 2023 de ne pas rénover la piscine historique de Saint-André... En se procurant les études, nous avons décelé les 7 erreurs dans les choix de la majorité.

❶ La ville semble découvrir en décembre 2022 que la piscine était dans un état avancé de dégradation. Pourtant, l'équipement n'a fait l'objet d'aucune rénovation structurelle depuis très (trop) longtemps. Le problème est connu depuis 20 ans, budgété dès 2005 et même mentionné dans le rapport de la Chambre régionale des comptes sur Saint-André en... 2016 !

❷ En septembre 2023, Mme le maire prend la décision de ne pas rénover la piscine... sans débat public, sans concertation avec les clubs et les habitants. À la place, un communiqué laconique sur le site de la ville.

❸ Pourtant, différentes options ont été présentées par les bureaux d'études. Notamment, une réparation des structures et des bassins chiffrée par deux d'entre eux à des montants équivalents (entre 2,5 M€ et 2,8 M€). Des scénarios ignorés par la mairie.

❹ Pire encore, quand elle évoque les coûts de rénovation dans son communiqué, Mme le maire

additionne plusieurs scénarios pour arriver à 10 M€. Grotesque ! Ce montant n'existe dans aucune étude.

❺ La ville spéculer sur les délais de rénovation. Pourtant, la dernière étude présente des délais de 28 mois (étude + travaux) après validation alors que la mairie parle de 47 mois dans une note interne et même de 64 mois dans sa communication publique. Qui dit mieux ?

❻ Dire que la rénovation coûte cher est une chose, mais par rapport à quoi ? Pour l'instant, Mme le maire a choisi de construire une nouvelle piscine avec Marquette sur le site Solvay (rue Félix Faure), une friche lourdement polluée. Délais, coût de construction, coût de transformation de l'ancienne piscine ? Tout ça reste inconnu...

❼ Mme le Maire repousse début 2023 l'installation d'un bassin provisoire de nage. #Osons et le collectif "Sauvons la piscine" relance le projet début 2024 en proposant un bassin de 25 m. dans le cadre du budget participatif de la MEL. Pour une issue différente ?

Au final, un débat -transparent et sincère- est nécessaire pour choisir entre rénovation et/ou nouvelle construction.

[Nous vous proposons d'en discuter le 15 juin lors d'une rencontre #Osons.](#)

#OSONS C'EST QUI ?

Nous sommes un groupe politique indépendant. Issu d'une dynamique d'habitants, aux expériences associatives et militantes plurielles, #Osons s'est constitué pour les élections municipales 2020 à Saint-André (42% des suffrages au second tour). #Osons c'est aujourd'hui 7 élus au sein d'un collectif d'habitants engagés pour Saint-André.

#OSONS POURQUOI ?

Nous voulons transformer la politique locale, par une alternative citoyenne et participative, avec trois objectifs :

- ❶ renouveler les pratiques démocratiques,
- ❷ conduire la transition écologique,
- ❸ renforcer les solidarités.

#OSONS COMMENT ?

Nous voulons agir et faire agir avec méthode, audace et enthousiasme :

- ✓ au cœur du Conseil Municipal avec les 7 élus #Osons,
- ✓ dans la ville, avec les habitants.

Pour cela, nous cherchons à faciliter l'implication de toutes et tous dans la vie politique.

LES BRÈVES DE LA VILLE DURABLE

Décembre 2022

(In)compétences budgétaires. Nous critiquons la vision trop alarmiste du budget qui ne prend pas en compte les excédents (+5 M€). Réponse de Mme le maire : "l'excédent budgétaire a été consommé par l'augmentation des charges (...) vous n'avez rien compris à ce que je vous ai dit". Faux, la ville finit bien l'année avec 5,8 M€ d'excédents. Qui n'a rien compris au budget ?

Avril 2023

Revalorisation... partielle. Suite à la demande de notre groupe, dans un contexte d'inflation, la majorité a accepté de revaloriser le Pass'Sport et Culture pour les jeunes de moins de 16 ans... mais a refusé d'étendre l'aide aux adultes sous condition de ressources.

Juillet 2023

Cantine à 1€ avec #Osons. La ville a choisi de redistribuer les tranches de quotient familial pour passer de 13 à 11 tranches. Nous avons proposé de modifier la première tranche pour diminuer le montant à 1€ le repas. Idée retenue !

Octobre 2023

Pas de vidéos pour la démocratie locale. La majorité a mis fin aux retransmissions du Conseil municipal alors que l'accueil du public est toujours aussi inconfortable. Circulez, y a rien à voir ! La vidéo pour la surveillance des Andrésiens, elle, n'est pas menacée...

Décembre 2023

Un soutien des agents à 60%. Une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est accordée aux agents de la ville. Nous proposons de la porter à 100% du montant maximum autorisé par décret. Pour les agents avec les plus petits revenus, cela fait une différence de 320€ entre la prime à 60% (480€) et celle à 100% (800€). Amendement refusé !

Faites-vous votre propre idée, suivez les prochains Conseils Municipaux !

Séances publiques en mairie (salle du Conseil).

✓ Mardi 16 avril et mardi 2 juillet 2024 à 19h

✓ Dates d'octobre et décembre à venir

À défaut de diffusion par la mairie, #Osons filme les séances. À suivre sur la chaîne Youtube #Osons



DE L'AMBITION POUR NOS ÉCOLES !

UNE VILLE PAUVRE EN REGARD DE SON PATRIMOINE DÉGRADÉ

Le budget 2024, comme les précédents, a permis de pointer un trait caractéristique de notre ville. Saint-André est effectivement une ville riche sur le plan budgétaire, mais pauvre au regard de la vétusté de son patrimoine.

Mme le maire est focalisée sur le paramètre de la dette, de moitié inférieure aux communes de même taille. Une bonne nouvelle ? Pas vraiment car, il faut le mettre en regard de la qualité des services à la population. Quel intérêt de baisser l'endettement si c'est pour se retrouver avec des équipements publics en ruine ?

C'est le "syndrome piscine" qui plane sur tout notre patrimoine municipal : un sous-investissement chronique provoquant une dégradation prononcée (salles de sport) pouvant mener à la fermeture (piscine) ou à la cession (gîte communal). Dans ce contexte, notre priorité est de nous battre pour la rénovation de nos groupes scolaires publics.

POUR LA RÉNOVATION GLOBALE DES GROUPES SCOLAIRES

Ce sont 800 de nos enfants, de 3 à 11 ans qui sont accueillis dans les groupes scolaires des Peupliers et Schuman, vieillissants et trop souvent inconfortables :

- conséquence du dérèglement climatique, dès le printemps, c'est une chaleur étouffante qui attend les élèves dans les classes (souvent plus de 30°C jusqu'en septembre),
- l'hiver, ces passoires thermiques sont très coûteuses à chauffer,
- toute l'année, c'est un manque de confort thermique et acoustique,
- quand il pleut, les infiltrations apparaissent dans les plafonds aux Peupliers...



La situation est dénoncée par les associations de parents d'élèves depuis trop longtemps. Nous avons ainsi appelé à inscrire, dès le début du mandat, les crédits pour engager une rénovation majeure des écoles publiques Schuman et Peupliers. Après avoir repoussé la question, la majorité municipale semble enfin prendre conscience de l'enjeu : un montant de 1,2 M€ a été évoqué pour 2024. Mais il faudrait pourtant des moyens bien plus importants pour atteindre les objectifs. À titre de comparaison, l'école Anne Godeau à Raismes a fait l'objet d'une rénovation globale très ambitieuse pour un montant de 7,5 M€ ; un exemple à suivre !

POUR UN SOUTIEN PLUS ÉQUITABLE AUX PROJETS ÉDUCATIFS

Changement de méthode ! Cette année, la majorité a décidé que les enseignants devraient présenter des devis détaillés concernant leurs projets pédagogiques dès la mi-septembre. Alors que nos enseignants ont autre chose à faire les semaines de rentrée scolaire que de comparer des demandes de devis (pour l'ensemble de l'année !), cette injonction les conduit à le faire dans la précipitation et dans l'incertitude la plus totale, ne connaissant ni le budget global, ni les critères d'attribution.

Une enveloppe accordée à l'avance et dont le montant serait fixé en toute transparence (par enfant scolarisé par exemple) permettrait aux enseignants de préparer leurs projets en connaissance du budget disponible. Elle devrait être aussi modulée en fonction de l'indice de position sociale (IPS) pour réduire les écarts de mixité entre les écoles.

Transparence, efficacité, équité. Ce que l'on devrait attendre d'une politique publique !



>> Vos élus au Conseil Municipal - Amplifions votre parole : osons.saintandre@gmail.com

Déborah André
Commissions : vie familiale, éducation, vie culturelle et économique

Frédérique Brillot
Commissions : gestion des moyens, vie sociale et solidaire, CCAS

Cyprien Richer
Commissions : gestion des moyens, cadre de vie, SIVOM, accessibilité, appel d'offres

Commissions : vie culturelle et économique, cadre de vie

Commissions : vie culturelle et économique, vie sociale et solidaire

Commissions : vie familiale, éducation, cadre de vie, Comité jumelage

GRÈVE DES COMPAGNONS DE LA HALTE SAINT-JEAN : LA SOLIDARITÉ EN QUESTION À SAINT-ANDRÉ...

LES FAITS EN COURS

au 01/02/24

L'ENQUÊTE : suite à plusieurs plaintes des compagnons, la Halte St-Jean est perquisitionnée le 13/06/23. StreetPress publie un article très détaillé décrivant un système d'exploitation de plusieurs dizaines de travailleurs sans-papiers, "des conditions de travail insupportables et des violences psychologiques permanentes". Le 24/01/24, le président et la directrice de la Halte St-Jean sont placés en garde à vue. Ils sont convoqués à l'audience correctionnelle du 13/06/24 pour des faits de "travail dissimulé aggravé" et "harcèlement moral".

LA GRÈVE : 21 compagnons se mettent en grève le 01/07/23 suite aux propos du président de la Halte qui soutient "à 100 %" sa directrice. Le 23/11/23, une opération de police a lieu pour libérer les abords. Le lendemain, le piquet est rétabli et la grève se poursuit depuis.

LA POSITION D'EMMAÛS FRANCE : très rapidement, l'association se désolidarise des dirigeants de la Halte et les sanctionne pour avoir "franchi une ligne rouge contraire aux valeurs d'Emmaüs".

LA POSITION DE LA VILLE DE ST-ANDRÉ : refusant la prise en charge des grévistes par le CCAS, Mme le maire prend des arrêtés (dont l'un est attaqué par la Ligue des droits de l'homme) et demande au préfet d'intervenir, "par la force s'il le faut" (août 2023).

LES LOCAUX DE LA HALTE ST-JEAN : une visite de la commission de sécurité, le 27/10/23, aurait mis en avant un risque d'incendie "du fait de l'inaction de l'exploitant". Entre-temps, la justice ordonne à la direction de la Halte de réparer la chaudière afin de permettre la distribution d'eau chaude et de chauffage. Le 3/01/24, le préfet prend un arrêté de fermeture administrative pour des raisons de sécurité.

UN APPEL AU DIALOGUE ET À LA RESPONSABILITÉ

La grève des compagnons de la Halte Saint-Jean semble interminable. Ce mouvement social se fait régulièrement entendre dans notre ville et les riverains en subissent les conséquences. Avant tout, il faut rechercher les causes de cette situation. Parmi elles, il y a la situation d'exception sociale de la Halte qui prive les résidents de droits sociaux (voir encadré ci-dessous), les agissements de la direction et une certaine indifférence des institutions.

Le groupe #Osons souhaite l'instauration d'un dialogue entre les parties prenantes et appelle à la responsabilité. La responsabilité de ne pas céder à la violence, d'accorder à ces concitoyens les secours et l'assistance du CCAS de Saint-André, de reconnaître les droits auxquels ces travailleurs devraient avoir accès. L'urgence est d'ouvrir des perspectives de vie dignes pour nos voisins -enfants, femmes et hommes- du 181 rue Leclerc qui sont aujourd'hui dans une situation d'extrême précarité.



LA HALTE SAINT-JEAN ET LE STATUT D'OACAS ?

Une loi de 2008 crée les Organismes d'Accueil Communautaire et d'Activités Solidaires (OACAS). Aujourd'hui, 94% des 122 communautés Emmaüs bénéficie de ce statut... mais pas la Halte Saint-Jean ! Ici, les résidents ne bénéficient d'aucun des droits administratifs des OACAS : pas d'allocation communautaire, pas de protection sociale, pas d'aide médicale, pas de carte de séjour temporaire après 3 ans d'activité... Comment peut-on accepter que la Halte Saint-Jean se place hors du droit des OACAS ?

L'INTERVIEW AU CŒUR DES QUARTIERS



RENCONTRE AVEC ALIXE K., PORTE-PAROLE DES GRÉVISTES DE LA HALTE SAINT-JEAN (19/01/24)

Alixé, 35 ans de Libreville au Gabon, est diplômée en gestion. Depuis 5 ans en France pour offrir à ses enfants un espace adéquat pour leurs études et leurs activités sportives, elle est installée à la Halte depuis février 2021.

« La situation à la Halte Saint-Jean

Je pensais que la Halte était l'endroit pour pratiquer une activité régulière comme le préconise la loi pour avoir un titre de séjour. Après 3 ou 4 réunions avec la directrice, nous avons compris qu'à la Halte, le fonctionnement n'est pas celui d'une association mais d'une entreprise : les horaires, les conditions de travail... La directrice nous a répondu que celui qui n'est pas content, il peut partir (...). Les résidents devaient payer des charges, eau, électricité, loyer, prélèvement sur la caisse alimentaire. Nous faisons grève pour dénoncer les abus : 40 heures par semaine sans rémunération fixe. Si vous êtes malade, vous vous prenez en charge. Les démarches, les courses, on devait les faire uniquement le lundi, car sinon cela casse le rythme de travail. La directrice avait créé un engrenage physique et psychologique, qui nous contrôlait.

Les liens avec Emmaüs France

Lors de la rencontre du 10 août 2023 à la Halte avec Emmaüs France, nous avons donné une liste de revendications, dont deux essentielles : la régularisation au titre de préjudice et la dénonciation publique des agissements. Le président d'Emmaüs France a dit que cette

manière de faire [des dirigeants de la Halte] ne correspond pas aux valeurs d'Emmaüs (...). Au début, nous n'avons pu compter que sur la solidarité locale, la CGT et le Collectif des sans-papiers. Emmaüs France est venu nous voir pour répondre à nos besoins en octobre 2023. Emmaüs France essaie de laver son image alors que ça va très mal. Ils ont cautionné ces agissements pendant de très longues années...

Les relations avec la mairie

Bien avant nous, des gens ont dénoncé la situation de la Halte Saint-Jean. On a alerté la mairie avant même de penser à faire grève... Même après le début de la grève et la perquisition, personne de la mairie n'est venu sur place. À partir du 14 juillet 2023, c'est le début de la grève, on n'a plus d'indemnisation. Nous sommes allés en juillet au CCAS avec une liste de biens de première nécessité, puis à la mairie. Aucune réponse. La mairie a conseillé aux habitants de faire une pétition contre le bruit et nos manifestations et qu'elle ne mettrait jamais un pied au 181 rue du Général Leclerc. La mairie n'a rien fait, même pas une tentative d'apaisement avec les voisins. »

LES QUARTIERS EN CHANTIER

DES NOUVELLES QUE VOUS NE RETROUVEREZ PAS DANS LE SAM !

CARNOT-FILATURE

Le "Jardin en Chantier", seule association nature à Saint-André, est menacé par la décision brutale de l'aménageur de reprendre le terrain. Rien n'arrête le béton...



HESTIA

De nombreux logements sont désormais livrés. Les promesses de haute qualité du quartier laissent toujours à désirer, à l'image du stationnement en sous-sol qui prend l'eau !



LES MUCHAUX

La ville a un projet de création d'un parking sur un espace arboré. #Osons conteste l'abattage des arbres mais Mme le maire assure que ce n'est pas grave car il s'agit "d'arbres sauvages" (sic). Finalement, la MEL nous donnera raison en refusant le projet au Plan Local d'Urbanisme (PLU 3).

QUAI 22

Le projet de nouveau pont supplémentaire sur la Deûle est lancé par la MEL : plus de 20 mètres de large, 3 voies de circulation, 19 M€ et une augmentation du trafic automobile alors qu'on nous promet de réduire la place de la voiture. Cherchez l'erreur !



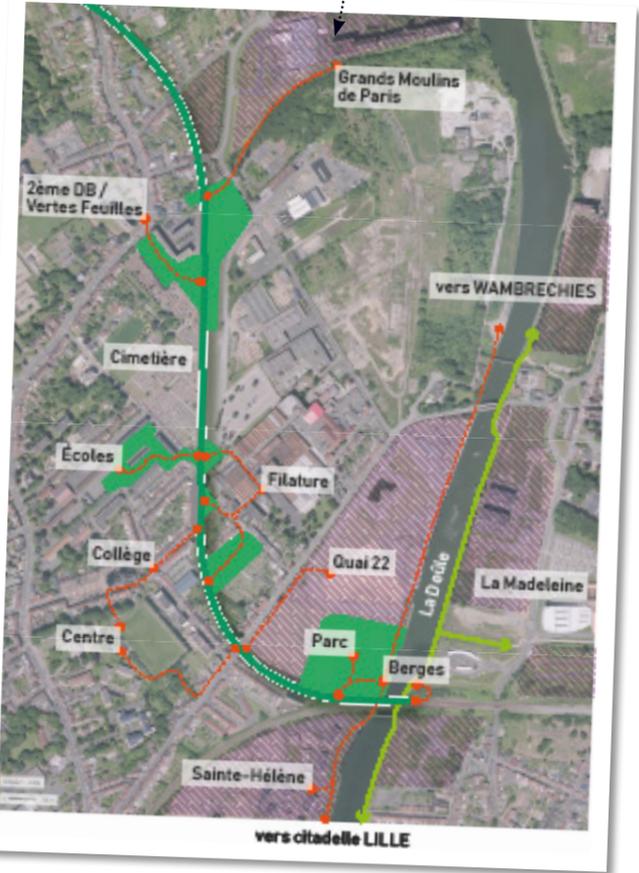
CABY

Après une période d'arrêt, la démolition de l'usine Caby redémarre... et les nuisances aussi. L'association "Gare à Caby" reste attentive à l'évolution du projet de 400 logements.



VOIE VERTE LILLE-COMINES

#Osons relance le projet de voie verte transitoire sur l'ancienne voie ferrée (déc. 2023), 4 ans jour pour jour après sa fermeture au trafic ferroviaire. Beaucoup de réactions mais toujours pas de solution pour empêcher l'abandon.



YSER

C'est la grande braderie du patrimoine andrésien : le gîte communal Blomme, délaissé depuis plusieurs années, est à vendre. C'était pourtant le seul équipement de ce type à Saint-André permettant un hébergement avec 38 couchages...

COMMENT AGIR POUR DEMAIN ? PRENONS DATE !



Venez nous rencontrer à la
BRADERIE DU 1^{ER} MAI
à partir de 9h

PARTICIPER À UNE RENCONTRE URBAINE EXPLORATOIRE (RUE)

Des rendez-vous ouverts à toutes et tous, pour échanger sur nos quartiers.

- ✓ Samedi 6 avril à 10h30
RUE Hestia - Ulysse Trélat
(RDV devant l'entrée rue Lambersart)
- ✓ Samedi 15 juin à 10h30
Réunion sur l'avenir de la piscine
(lieu à confirmer)
- ✓ Samedi 21 septembre à 10h30
RUE Friche Solvay (RDV à l'angle des
rues Félix Faure-Carnot)

ENTRER EN CONTACT, AGIR ENSEMBLE

Par mail :
osons.saintandre@gmail.com

Facebook: Osons2020
Sur Youtube : #osons St-André

Se rencontrer au local #Osons
ou y déposer un courrier :
1, rue de Lambersart 59350 St-André

Nos réunions ont lieu les mercredis soir
et les samedis matin. Contactez-nous
pour prendre rendez-vous.